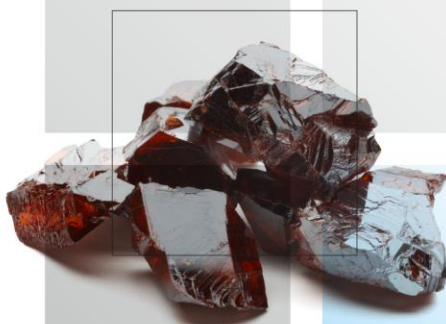




Rapport de gestion

Trimestre clos
le 31 mars 2013



Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats opérationnels et la situation financière de 5N Plus inc. (« 5N Plus » ou la « Société ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre de 2013 ainsi que les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») adoptées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), qui figurent dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés*.

Le « premier trimestre de 2013 » et le « premier trimestre de 2012 » correspondent respectivement aux périodes de trois mois closes les 31 mars 2013 et 2012. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 13 mai 2013, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont basés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent de façon importante des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, prix des produits de base, poursuites judiciaires, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits de propriété intellectuelle, activités internationales, conventions collectives et responsabilités à titre de société cotée. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2012 de 5N Plus daté du 28 mars 2013 et à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur ne devrait pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits qui sont utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles. Parmi les principaux produits, mentionnons entre autres les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Informations sectorielles

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Le secteur Matériaux électroniques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Amérique, en Europe et en Asie. Les activités de ce secteur consistent en la production et la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. Le vice-président, Matériaux électroniques est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Le secteur Matériaux écologiques est dirigé par un vice-président qui supervise les activités gérées localement en Europe et en Chine. Les activités du secteur Matériaux écologiques consistent en la production et la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers et les gains ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ». Le siège social est également responsable de la gestion des activités en phase de démarrage et les coûts correspondants sont déduits des produits.

Rapport de gestion

Faits saillants du premier trimestre de 2013

- Pour le premier trimestre de 2013, le BAIIA¹ a atteint le niveau le plus élevé des quatre derniers trimestres, s'établissant à 10,1 M\$. En comparaison, le BAIIA était de 16,9 M\$ pour le premier trimestre de 2012.
- La dette nette¹ a diminué pour atteindre 125,8 M\$ par rapport à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012 et 232,1 M\$ au 31 mars 2012. Le montant total de la dette a aussi diminué pour atteindre 140,3 M\$ par rapport à 148,4 M\$ au 31 décembre 2012 et 278,1 M\$ au 31 mars 2012.
- Pour le premier trimestre de 2013, le résultat net s'est établi à 5,5 M\$, soit 0,07 \$ par action, et le résultat net ajusté¹, à 6,3 M\$, soit 0,08 \$ par action. En comparaison, le résultat net était de 4,9 M\$, soit 0,07 \$ par action, et le résultat net ajusté, de 5,3 M\$, soit 0,07 \$ par action, pour le premier trimestre de 2012.
- Les produits pour le premier trimestre de 2013 et de 2012 ont été respectivement de 118,4 M\$ et 162,2 M\$, suivant la tendance à la baisse des prix des produits de base sous-jacents.
- De même, le carnet de commandes¹ devant se traduire par des ventes au cours des 12 prochains mois a diminué pour atteindre 166,3 M\$ au 31 mars 2013 par rapport à 215,6 M\$ il y a un an, mais est demeuré pratiquement stable par rapport au trimestre précédent, où il se chiffrait à 165,8 M\$.
- La Société a modifié sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang, laquelle a été réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. En tout temps, cette facilité peut être augmentée à 140 M\$ à la demande de la Société en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

Le résultat et le BAIIA se sont améliorés au cours du trimestre malgré le fait que la Société détienne toujours une proportion importante de stocks reflétant leur valeur de réalisation réelle, et en dépit des coûts engagés dans la restructuration d'une partie de l'entreprise qui fait l'objet d'un litige avec d'anciens actionnaires et administrateurs de MCP Group SA (« MCP »).

En général, la demande a été solide pour la plupart des produits au cours du trimestre, ce qui est prévisible pour un premier trimestre, alors que les clients reconstituent leurs stocks après la clôture de l'exercice. Au cours du trimestre, la baisse des prix des produits de base sous-jacents s'est répercutée défavorablement sur le carnet de commandes et les produits opérationnels, qui correspondent toutefois grandement aux volumes de ventes de l'exercice précédent.

La Société continue de prioriser l'amélioration de l'efficacité pour l'ensemble du groupe et la réduction des coûts, comme elle l'avait déjà annoncé, et demeure d'un optimisme prudent sur les perspectives d'avenir.

Résumé des résultats

	T1 2013	T1 2012
	\$	\$
Produits	118 389	162 235
Charges opérationnelles	108 274	145 368
BAIIA ¹	10 115	16 867
Coûts du litige et coûts de restructuration	1 011	478
Intérêt sur la dette à long terme et autres charges d'intérêts	3 312	2 997
Pertes (gains) de change et au titre des dérivés	(3 017)	1 682
Amortissement	2 844	5 098
Résultat avant impôt sur le résultat	5 965	6 612
Impôt sur le résultat	427	1 721
Résultat net	5 538	4 891
Résultat de base par action	0,07 \$	0,07 \$
Résultat dilué par action	0,07 \$	0,07 \$

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Produits par secteur

	T1 2013	T1 2012	Variation (%)
	\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	48 356	73 365	-34 %
Secteur Matériaux écologiques	70 033	88 870	-21 %
Total des produits	118 389	162 235	-27 %

Les produits ont diminué de 27 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour le premier trimestre de 2013, les produits du secteur Matériaux électroniques ont diminué de 34 %, atteignant 48,4 M\$, par rapport à 73,4 M\$ pour le premier trimestre de 2012. Les produits du secteur Matériaux écologiques ont diminué de 21 %, atteignant 70,0 M\$ par rapport à 88,9 M\$. Les produits ont subi les répercussions négatives du recul des prix de vente moyens d'environ 25 % pour le trimestre comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, qui découle des baisses des prix des produits de base sous-jacents combinées aux nouvelles dispositions de l'entente avec notre principal client dans le secteur de l'énergie solaire.

BAIIA

	T1 2013	T1 2012	Variation (%)
	\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	7 078	10 766	-34 %
Secteur Matériaux écologiques	5 067	10 066	-50 %
Siège social	(2 030)	(3 965)	49 %
BAIIA¹	10 115	16 867	-40 %
Dépréciation des stocks	-	-	-
BAIIA ajusté¹	10 115	16 867	-40 %

Au premier trimestre de 2013, le BAIIA et le BAIIA ajusté se sont élevés à 10,1 M\$ par rapport à 16,9 M\$ pour le premier trimestre de 2012. Les initiatives de réduction des coûts ont été contrebalancées par un niveau de rentabilité moins élevé associé au fait que les stocks reflètent leur valeur de réalisation réelle en raison de la tendance baissière des prix des produits de base sous-jacents. Le BAIIA a aussi été touché par la restructuration d'une partie de l'entreprise qui fait l'objet d'un litige avec d'anciens actionnaires et administrateurs de MCP, comme il est décrit à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012. Pour le premier trimestre de 2013, le BAIIA et le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques ont diminué pour atteindre 7,1 M\$, ce qui représente une baisse de 34,1 % par rapport à 10,8 M\$ pour le premier trimestre de 2012; la marge du BAIIA est restée inchangée par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, à 15 %. Pour le premier trimestre de 2013, le BAIIA et le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques ont reculé pour atteindre 5,1 M\$ par rapport à 10,1 M\$ pour le premier trimestre de 2012, et la marge du BAIIA a été de 7,2 %, par rapport à 11,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Résultat net et résultat net ajusté

Malgré le recul du BAIIA, tel qu'il est présenté ci-dessus, le résultat net ajusté et le résultat net ont enregistré une hausse pour le premier trimestre de 2013, s'établissant à respectivement 6,3 M\$, soit 0,08 \$ par action, et 5,5 M\$, soit 0,07 \$ par action. Ces augmentations reflètent l'incidence combinée de diminutions de la dotation aux amortissements, de la mise en œuvre de programmes de réduction des coûts au cours du deuxième semestre de 2012 et du gain de change et au titre de dérivés comptabilisé pour le premier trimestre de 2013, en partie contrebalancée par les coûts engagés dans la restructuration d'une partie de l'entreprise faisant l'objet des poursuites judiciaires.

Nouvelles commandes et carnet de commandes

	CARNET DE COMMANDES			NOUVELLES COMMANDES		
	T1 2013	T4 2012	T1 2012	T1 2013	T4 2012	T1 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	92 797	100 718	133 747	40 435	59 342	57 073
Secteur Matériaux écologiques	73 493	65 071	81 841	78 455	72 744	97 573
Total	166 290	165 789	215 588	118 890	132 086	154 646

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Au 31 mars 2013, le carnet de commandes est demeuré stable par rapport au trimestre précédent, à 166,3 M\$, suivant la courbe annuelle de renouvellement attendue pour la plupart des contrats. Le carnet de commandes pour le secteur Matériaux électroniques s'est élevé à 92,8 M\$, en baisse de 7,9 M\$ par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent et de 41,0 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Le carnet de commandes pour le secteur Matériaux écologiques s'est élevé à 73,5 M\$, en hausse de 8,3 M\$ par rapport au carnet de commandes du trimestre précédent et en baisse de 8,5 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de 2013, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques se sont élevées à 40,4 M\$ par rapport à 57,1 M\$ pour le premier trimestre de 2012. Les nouvelles commandes du secteur Matériaux écologiques se sont élevées à 78,5 M\$ pour le premier trimestre de 2013, par rapport à 97,6 M\$ pour le premier trimestre de 2012. Ces diminutions à la fois des nouvelles commandes et du carnet de commandes s'expliquent principalement par la réduction des prix de vente moyens prévus en raison du recul des prix des produits de base sous-jacents pour les deux périodes considérées.

Charges

	T1 2013	T1 2012	Variation (%)
	\$	\$	
Amortissement	2 844	5 098	-44 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	9 627	12 012	-20 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	1 011	478	112 %
Charges financières	295	4 679	-94 %
Impôt sur le résultat	427	1 721	-75 %
Total des charges	14 204	23 988	-41 %

Amortissement

Étant donné les moins-values liées aux immobilisations corporelles et incorporelles constatées en 2012, la dotation aux amortissements s'est établie à 2,8 M\$, en baisse par rapport à 5,1 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont chiffrés à 9,6 M\$ par rapport à 12,0 M\$ pour le premier trimestre de 2012. Ce résultat reflète essentiellement la mise en œuvre réussie du programme de réduction des coûts de la Société.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant de 1,0 M\$ au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration pour le trimestre considéré, principalement en raison des honoraires juridiques liés aux poursuites judiciaires, par rapport à des coûts de cessation d'emploi de 0,5 M\$ il y a un an.

Charges financières

Les charges financières ont baissé pour s'établir à 0,3 M\$ pour le premier trimestre de 2013 par rapport à 4,7 M\$ pour le premier trimestre de 2012, en raison d'un gain de change et au titre de dérivés de 3,0 M\$ au premier trimestre de 2013 et d'un endettement moins élevé.

La Société a conclu une modification de sa facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang aux termes de laquelle cette dernière a été réduite à 100 M\$ à compter du 31 mars 2013. La modification établit de nouvelles clauses restrictives pour l'exercice 2013 et maintient l'échéance initiale (août 2015). Le taux d'intérêt a été changé et dépend du ratio dette nette de premier rang/BAIIA de la Société, et peut varier entre le LIBOR, le taux des acceptations bancaires ou l'EURIBOR majorés de 3,00 % à 4,50 % ou le taux de base ou préférentiel américain majoré de 2,00 % à 3,50 %. Des commissions d'engagement de 0,75 % à 1,25 % sont aussi versées sur la partie non utilisée. En tout temps, 5N Plus peut demander que la facilité de crédit soit augmentée à 140 M\$ en vertu d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 40 M\$, sous réserve de l'examen et de l'approbation des prêteurs.

L'augmentation des autres charges d'intérêts s'explique principalement par la sortie du bilan du coût de financement différé non amorti de 1,2 M\$, compris dans les charges financières associées à la facilité de crédit renouvelable.

Impôt sur le résultat

Pour le premier trimestre de 2013, l'impôt sur le résultat s'est élevé à 0,4 M\$ par rapport à 1,7 M\$ pour le premier trimestre de 2012, selon des taux d'impôt effectifs de respectivement 7,0 % et 26,0 %. Le taux d'impôt effectif est moins élevé au premier trimestre de 2013, en raison de gains de change non imposables, des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé et des avantages découlant des structures de financement.

Situation financière et sources de financement

	T1 2013	T1 2012	Variation (%)
	\$	\$	
Fonds provenant de l'exploitation ¹	4 608	11 236	-59 %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	6 244	26 971	-77 %
Activités opérationnelles	10 852	38 207	-72 %
Activités d'investissement	(2 586)	13 287	-119 %
Activités de financement	(6 040)	(68 476)	91 %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	460	(423)	209 %
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 686	(17 405)	115 %

Les flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles ont été de 10,9 M\$ pour le premier trimestre de 2013 par rapport à 38,2 M\$ pour le premier trimestre de 2012. Cette diminution s'explique principalement par l'échelonnement des autres variations du fonds de roulement et par la réduction des stocks au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 2,6 M\$ pour le premier trimestre de 2013 par rapport à des flux de trésorerie de 13,3 M\$ générés par les activités d'investissement pour la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le trimestre clos le 31 mars 2012, la Société a obtenu 18,1 M\$ en raison d'une diminution de ses placements temporaires par suite d'un remboursement d'emprunts en dollars de Hong Kong.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 6,0 M\$ pour le premier trimestre de 2013 par rapport à 68,5 M\$ pour le premier trimestre de 2012, surtout en raison du remboursement de dettes au cours de 2012.

Fonds de roulement

	Au 31 mars 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Stocks	170 547	170 293
Autres actifs courants	116 847	121 144
Passifs courants	(100 523)	(104 789)
Fonds de roulement ¹	186 871	186 648
Ratio du fonds de roulement ¹	2,86	2,78

Au 31 mars 2013, le fonds de roulement demeurait stable et s'élevait à 186,9 M\$, inchangé par rapport au 31 décembre 2012.

Dettes nettes

	Au 31 mars 2013	Au 31 décembre 2012
	\$	\$
Dettes bancaires et dettes à court terme	11 152	8 014
Dettes à long terme, y compris la partie courante	129 166	140 425
Total de la dette	140 318	148 439
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(14 507)	(11 892)
Dettes nettes¹	125 811	136 547

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, s'élevait à 125,8 M\$ au 31 mars 2013, comparativement à 136,5 M\$ au 31 décembre 2012. La Société continue de réduire son niveau d'endettement, les remboursements ayant totalisé 9,2 M\$.

Fonds provenant de l'exploitation

	T1 2013	T1 2012
	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	4 608	11 236
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(2 657)	(4 833)
Variation du fonds de roulement	6 244	26 971
Émission d'actions ordinaires	-	149
Autres	2 541	(5 087)
	6 128	17 200
Variation totale de la dette nette¹	10 736	28 436
Dette nette ¹ au début de la période	(136 547)	(260 575)
Dette nette¹ à la fin de la période	(125 811)	(232 139)

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 4,6 M\$ pour le premier trimestre de 2013, contre 11,2 M\$ pour le premier trimestre de 2012. La baisse découle principalement de l'affaiblissement des prix des métaux au cours des 15 derniers mois, entraînant une diminution des marges de profit.

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé pour le premier trimestre de 2013 s'est établi à 3,1. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés générés au cours de la même période ont représenté 14,7 % de la dette nette de la Société.

	T1 2013	T1 2012
Ratio dette nette ¹ sur BAIIA ajusté annualisé	3,1	3,4
Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés sur la dette nette (%)	14,7	19,4

Informations relatives aux actions

	Au 13 mai 2013	Au 31 décembre 2012
Actions émises et en circulation	83 908 269	83 908 269
Options sur actions pouvant être émises	1 555 311	1 585 448
Bons de souscription pouvant être émis	6 451 807	6 451 807

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 31 mars 2013 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dette bancaire et dette à court terme	11 152	11 871	-	-	-	11 871
Dettes fournisseurs et charges à payer	57 775	57 775	-	-	-	57 775
Instruments financiers dérivés	4 509	1 639	2 870	-	-	4 509
Dette à long terme	129 166	30 205	102 224	200	21	132 650
Total	202 602	101 490	105 094	200	21	206 805

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 13 mai 2013, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, à l'exception des poursuites judiciaires et des questions connexes qui sont décrites à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef des finances qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef des finances ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision les contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;
- l'information à fournir dans les documents de la Société visés par les règlements d'information continue a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée aux dates précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du contrôle interne à l'égard de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef des finances ont conclu à l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière, selon les critères établis par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

Modifications du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi, au cours du premier trimestre clos le 31 mars 2013, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Méthodes comptables et changements

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités concordent avec celles de l'exercice précédent, à l'exception de celles énumérées ci-dessous.

Modifications des méthodes comptables

La Société a adopté les modifications à l'IAS 1 qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Selon ces modifications, la Société doit présenter les autres éléments du résultat global qui seront reclassés dans le résultat net par la suite séparément de ceux qui ne seront pas reclassés. La Société a reclassé les éléments du résultat global de la période de comparaison. Ces modifications n'ont entraîné aucun ajustement des autres éléments du résultat global ou du résultat global.

L'IAS 19, *Avantages du personnel*, a été modifiée en juin 2011. En vertu de la norme modifiée, la Société doit comptabiliser immédiatement tous les coûts des services passés et remplacer le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime par un montant d'intérêt net calculé en appliquant le taux d'actualisation au passif (à l'actif) net au titre des prestations définies. La Société a évalué ses conclusions au 1^{er} janvier 2013 et l'incidence de l'adoption de l'IAS 19 est présentée à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 mars 2013.

L'IFRS 10, *États financiers consolidés*, s'appuie sur les principes existants pour établir que le concept de contrôle est le facteur déterminant pour décider si une entité doit être incluse dans les états financiers consolidés de la société mère. La norme fournit des indications supplémentaires sur l'application du principe du contrôle lorsque ce dernier est difficile à évaluer. La Société a évalué ses conclusions sur le plan de la consolidation au 1^{er} janvier 2013 et l'incidence de l'adoption n'a entraîné aucun changement dans la consolidation de ses filiales et entités émettrices.

L'IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, contient les obligations d'information concernant toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan. La Société a évalué ses obligations d'information au 1^{er} janvier 2013, et l'incidence de l'adoption de l'IFRS 12 n'a entraîné aucun changement dans les informations à fournir relativement à ses participations.

L'IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, prescrit un cadre unique pour l'évaluation de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif est fondée sur les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer les prix de l'actif ou du passif dans les conditions du marché actuelles, en tenant compte des hypothèses sur les risques. La Société a adopté l'IFRS 13 le 1^{er} janvier 2013 de façon prospective. L'adoption de l'IFRS 13 n'a nécessité aucun ajustement aux techniques d'évaluation utilisées par la Société pour déterminer la juste valeur et n'a donné lieu à aucun ajustement d'évaluation au 1^{er} janvier 2013.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 8, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des risques de gestion connexes, se reporter à la note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de 5N Plus pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2012 de 5N Plus daté du 28 mars 2013 et à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet des commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de

Rapport de gestion

commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les frais financiers (produits financiers), l'impôt sur le résultat, l'amortissement, la dépréciation ou la reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles et incorporelles, la dépréciation du goodwill, les coûts du litige et coûts de restructuration, et les frais connexes à l'acquisition. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de pertes de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des frais de restructuration et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau de la dette, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure qui nous indique les sommes dont nous disposons pour assurer la croissance de la Société. Le fonds de roulement est un indicateur de la santé financière et de la liquidité de la Société. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants.

Renseignements complémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales données financières trimestrielles

	2013	2012				31 décembre 2011		31 mai 2011
	T1	T4	T3	T2	T1	T2	T1 (4 mois)	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	118 389	128 620	120 744	140 076	162 235	149 423	242 289	121 976
BAlIA ¹	10 115	(18 121)	9 001	(20 474)	16 867	(26 278)	28 904	19 995
BAlIA ajusté ¹	10 115	6 395	9 001	5 594	16 867	7 135	30 281	19 995
Résultat net	5 538	(211 953)	1 275	(22 062)	4 891	(37 397)	14 933	8 174
Résultat de base par action	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$	0,14 \$
Résultat dilué par action	0,07 \$	(2,70) \$	0,02 \$	(0,30) \$	0,07 \$	(0,53) \$	0,21 \$	0,14 \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de 5N Plus	5 371	(212 006)	1 218	(21 922)	4 972	(37 206)	15 565	8 549
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de 5N Plus	0,06 \$	(2,71) \$	0,02 \$	(0,29) \$	0,07 \$	(0,52) \$	0,22 \$	0,14 \$
Résultat net ajusté ¹	6 296	(6 880)	648	(1 911)	5 250	(92)	15 965	14 128
Résultat net de base ajusté par action ¹	0,08 \$	(0,08) \$	0,01 \$	(0,03) \$	0,07 \$	(0,01) \$	0,23 \$	0,24 \$
Carnet de commandes ¹	166 290	165 790	162 323	188 982	215 588	223 177	212 264	263 702

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».